

**Cri d'alarme : La Maison Marguerite de Montréal devra fermer le tiers de ses lits sous peu  
Françoise David presse le gouvernement d'agir**

**Montréal, le 26 mai 2014** – Si aucune subvention du gouvernement n'est accordée d'ici septembre, le centre d'hébergement pour femmes en difficulté, La Maison Marguerite de Montréal, situé dans l'arrondissement Rosemont-Petite-Patrie, devra fermer le tiers de ses lits, soit six lits. L'organisme situé dans le comté de Gouin reçoit l'appui de la députée Françoise David, des organismes du Regroupement des tables de quartier, du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) et de bien d'autres organisations. La Maison Marguerite a soumis chaque année depuis 2007 une demande de subvention additionnelle à l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal et s'est butée à un refus ces sept années consécutives. Pour l'année 2014-2015, la réponse se fait toujours attendre.

Depuis plus de 35 ans, La Maison Marguerite héberge les femmes en difficulté de Montréal. À l'hébergement court terme (séjour de six semaines), les femmes hébergées ont comme caractéristique commune de vivre une situation de détresse, c'est-à-dire qui menace leur santé, leur sécurité, leur équilibre et/ou leur vie. Elles arrivent à La Maison avec soit : un problème de santé physique ou mentale, de toxicomanie, de violence conjugale, de violence familiale, de pauvreté extrême, de période intense de détresse psychologique ou toute autre situation qui rend leur vie très pénible. L'accueil inconditionnel des femmes démunies demeure au cœur de toutes les décisions prises et de tous les gestes posés à La Maison Marguerite.

« Sans une aide financière récurrente d'un minimum de 200 000 \$ de l'Agence, nous serons dans l'obligation de fermer six lits non subventionnés au début septembre 2014 », témoigne Martine Rousseau, directrice générale de La Maison Marguerite. « Depuis 2007, La Maison maintient un taux d'occupation de plus de 100 % et offre un accueil inconditionnel sept jours sur sept aux femmes les plus démunies de Montréal. En 2013, nous avons refusé près de 8 400 demandes d'hébergement faute de place. Aujourd'hui, La Maison n'a plus la capacité de financer ses six lits non subventionnés. Plusieurs centres d'hébergement pour femmes vivent des situations similaires à la nôtre », ajoute Martine Rousseau.

« La Maison Marguerite est un exemple phare pour illustrer ce que vivent plusieurs organismes d'aide aux personnes vulnérables. Leurs budgets sont insuffisants pour répondre à des besoins grandissants. La situation de l'itinérance, de la pauvreté et de l'isolement des femmes à Montréal est particulièrement préoccupante. Si La Maison ferme le tiers de ses lits en septembre, des dizaines de femmes seront privées des services essentiels qui y sont offerts. J'appelle le nouveau gouvernement à agir rapidement dans ce dossier », réclame la députée de Gouin.

Marjolaine Despars, coordonnatrice adjointe du RAPSIM, abonde dans le même sens : « Il y a de plus en plus de femmes en situation d'itinérance à Montréal. Plusieurs ressources d'hébergement qui leur viennent en aide doivent refuser tous les soirs de trop nombreuses femmes faute de place. Si La Maison Marguerite ferme des lits, cela viendra ajouter à la pression qui est vécue. Il est urgent que le gouvernement investisse davantage à La Maison Marguerite et pour les autres organismes intervenant en itinérance. »

- 30 -

*Photo d'une chambre disponible sur demande*

**Renseignements :**

**La Maison Marguerite**

Martine Rousseau – Directrice générale

[martine.rousseau@maisonmarguerite.com](mailto:martine.rousseau@maisonmarguerite.com)

ou 514- 932-8872 poste 100

**Françoise David, députée de Gouin**

Élise Tanguay – Attachée de presse

[tanguay.elise@quebecsolidaire.net](mailto:tanguay.elise@quebecsolidaire.net)

ou 514-216- 9290